

RÈGLEMENT N^o 2006-21

RÈGLEMENT DE CONTRÔLE INTÉrimAIRE RÉGISSANT L'IMPLANTATION, L'EXPLOITATION ET LE DÉMANTÈLEMENT D'ÉOLIENNES

À une séance ordinaire du conseil de la Communauté métropolitaine de Québec (CMQ) tenue le 16 novembre 2006 au siège social de la CMQ à 17 h 15, les membres présents formant quorum.

CONSIDÉRANT que la Communauté métropolitaine de Québec (CMQ) porte intérêt à l'implantation d'éoliennes sur son territoire ;

CONSIDÉRANT cependant que la CMQ veut protéger les zones sensibles de son territoire en regard de cette implantation ;

CONSIDÉRANT que la CMQ a entrepris l'élaboration de son schéma et une réflexion sur l'implantation d'éoliennes et de parcs d'éoliennes sur son territoire ;

CONSIDÉRANT que la croissance rapide de l'industrie éolienne pourrait se traduire à court terme par des demandes d'implantation d'éoliennes sur le territoire ;

CONSIDÉRANT que des demandes d'implantation de mâts de mesure des vents ont déjà été faites sur le territoire de la CMQ ;

CONSIDÉRANT que les schémas d'aménagement actuellement en vigueur sur le territoire de la CMQ et les réglementations d'urbanisme des municipalités locales du territoire métropolitain ne contiennent aucune orientation, mesure ou disposition relative à l'implantation d'éoliennes et de parcs d'éoliennes ;

CONSIDÉRANT que l'implantation d'éoliennes ou de parcs d'éoliennes peut avoir des impacts sur les paysages, la qualité de vie de la population et la faune ;

CONSIDÉRANT que les paysages sont importants dans la qualité de vie des résidents de la région métropolitaine, tant en regard de la protection et la mise en valeur du patrimoine culturel qu'en ce qui a trait au développement de l'industrie touristique du territoire métropolitain ;

CONSIDÉRANT l'intérêt pour la CMQ que cette filière éolienne s'intègre harmonieusement aux caractéristiques et aux particularités du milieu ;

CONSIDÉRANT que les municipalités locales et régionales faisant partie du territoire de la CMQ ont des préoccupations quant à l'implantation d'éoliennes sur leur territoire ;

CONSIDÉRANT que ces municipalités conviennent de se doter d'un seul règlement de contrôle intérimaire métropolitain permettant d'assurer l'implantation harmonieuse d'éoliennes ou de parcs d'éoliennes sur le territoire ;

CONSIDÉRANT que la MRC de La Côte-de-Beaupré a adopté une résolution de contrôle intérimaire autorisant l'implantation d'éoliennes dans une portion du territoire non organisé du Lac-Jacques-Cartier ;

CONSIDÉRANT la résolution de contrôle intérimaire numéro C-2006-57 adoptée par le conseil de la CMQ le 24 août 2006 et intitulée « Résolution de contrôle intérimaire de l'implantation d'éoliennes sur le territoire de la Communauté métropolitaine de Québec » ;

CONSIDÉRANT les dispositions de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme*, notamment les articles 64 à 67 de celle-ci ;

EN CONSÉQUENCE, il est décrété par règlement du conseil de la Communauté métropolitaine de Québec ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET

Le présent règlement encadre l'implantation d'éoliennes, leur construction et leur démantèlement sur le territoire de la Communauté et ce, tant en ce qui a trait aux éoliennes elles-mêmes qu'en ce qui a trait aux constructions et infrastructures nécessaires à leur implantation, exploitation ou démantèlement.

Rien dans le présent règlement n'est censé restreindre le pouvoir d'une municipalité régionale de comté ou d'une municipalité locale d'adopter des mesures plus restrictives relativement à l'un ou l'autre des objets du règlement.

ARTICLE 2 – AIRE D'APPLICATION

Le présent règlement s'applique sur la totalité du territoire de la Communauté.

ARTICLE 3 – DÉFINITIONS

- « **Aire d'amerrissage** » : espace d'au moins 100 mètres de largeur par au moins 1 750 mètres de longueur à la surface d'un plan d'eau sans haut-fond, récif, rocher ou autre élément susceptible de gêner l'amerrissage d'un aéronef. Une illustration est fournie à titre d'exemple à l'**Annexe 1** jointe au présent règlement pour en faire partie intégrante.
- « **Aire d'approche** » : espace de 4 000 mètres de longueur, en forme de trapèze, contigu à une aire d'amerrissage et dont les bases mesurent 100 mètres de largeur au contact de l'aire d'amerrissage et 2 000 mètres à son extrémité la plus éloignée. Une illustration d'une telle aire est fournie à titre d'exemple à l'**Annexe 2** jointe au présent règlement pour en faire partie intégrante.
- « **Chemin forestier** » : chemin aménagé pour transporter du bois du lieu d'abattage jusqu'au chemin public.
- « **Chemin nécessaire à des éoliennes** » : chemin aménagé spécifiquement dans le seul but d'implanter, de démanteler ou d'entretenir une éolienne.
- « **Communauté** » : Communauté métropolitaine de Québec.
- « **Éolienne** » : appareil destiné à capter l'énergie du vent afin de le convertir en énergie électrique ou mécanique ainsi que toute nacelle et toute structure ou assemblage (bâtiment, mât, hauban, corde, pylône, socle, etc.) servant à le supporter ou à le maintenir en place.
- « **Éolienne non fonctionnelle** » : éolienne incapable de produire de l'énergie pendant une période de plus d'un an.
- « **Éolienne sans impact sur le paysage** » : est considérée sans impact sur le paysage une éolienne ne se profilant pas sur le ciel et dont la partie visible occupe moins de 30 minutes d'arc du champ visuel (un demi de degré).
- « **Grande éolienne** » : éolienne dont la hauteur, incluant les pièces mobiles (rotor, pales, etc.), dépasse les 35 mètres.
- « **Hauteur d'une éolienne** » : distance maximale par rapport au niveau moyen du sol d'une éolienne et de toutes ses composantes, incluant ses pièces mobiles.
- « **Installation humaine** » : tout bâtiment ou usage principal et accessoire servant à accueillir, à abriter ou à transporter des personnes, incluant, notamment, les chemins, rues, routes, autoroutes, stationnements et aires de jeux, de sport et de loisir, mais à l'exception des chemins forestiers, chemins nécessaires à des éoliennes, sentiers, pistes de randonnée ou d'observation.

- « **Lot** » : un fonds de terre immatriculé sur un plan cadastral, un fonds de terre décrit aux actes translatifs ou déclaratifs de propriété par tenants et aboutissants, ou encore leur partie résiduelle une fois distraits les fonds de terre décrits aux actes translatifs de propriété par tenants et aboutissants et les parties immatriculées.
- « **Mât de mesure** » : toute construction, structure ou assemblage de matériaux ou d'équipements (les bâtiments, socle, mât, hauban, corde, pylône, etc.) autre qu'une éolienne et supportant ou étant destinée à supporter un instrument de mesure des vents (tels anémomètres ou girouettes), et ce, notamment à des fins de prospection de gisement éolien.
- « **Moyenne éolienne** » : éolienne dont la hauteur, incluant les pièces mobiles (rotor, pales, etc.), dépasse les 12 mètres de hauteur sans jamais être supérieure à 35 mètres.
- « **Nacelle** » : logement situé en haut de la tour supportant une éolienne à axe horizontal et qui contient, entre autres, le système d'entraînement.
- « **Petite éolienne** » : éolienne dont la hauteur, incluant les pièces mobiles (rotor, pales, etc.), ne dépasse pas 12 mètres.
- « **Phase de construction** » : la phase de construction s'échelonne depuis le début des travaux visant à aménager l'accès vers le site de l'éolienne et à aménager tout accès ou tout chemin visant à relier une éolienne à une autre, le tout jusqu'à la phase finale de mise en service ou au début de la production d'électricité.
- « **Phase d'opération** » : la phase d'opération d'une éolienne s'échelonne depuis le début de sa mise en service jusqu'à son démantèlement.
- « **Propriété foncière** » : fonds de terre formant un ensemble foncier de lots ou parties de lots d'un seul bloc appartenant à un même propriétaire.

ARTICLE 4 – ÉOLIENNE AUTORISÉE

Hormis les grandes éoliennes implantées aux seules fins d'alimentation d'un réseau de transport ou de distribution d'un réseau électrique public, l'implantation d'une éolienne n'est autorisée qu'à des fins accessoires à un usage principal.

Lors de l'abandon de l'usage principal, l'éolienne accessoire doit être retirée conformément aux dispositions du présent règlement régissant le démantèlement d'une éolienne.

ARTICLE 5 – LOCALISATION

Toute nouvelle utilisation du sol, nouvelle construction, demande d'opération cadastrale ou morcellement de lot fait par aliénation visant l'implantation d'éoliennes ou de parcs d'éoliennes sur le territoire de la Communauté est interdite, sauf dans les aires ci-après définies des territoires non organisés du Lac-Croche et du Lac-Jacques-Cartier.

Les usages, constructions et opérations prohibés en vertu du premier alinéa sont autorisés dans le territoire non organisé du Lac-Croche et le territoire non organisé du Lac-Jacques-Cartier, mais uniquement dans les aires identifiées comme « secteurs autorisés » sur la carte jointe au présent règlement comme **Annexe 3** pour en faire partie intégrante.

Toute éolienne et toute construction ou infrastructure accessoire à son implantation, exploitation ou démantèlement doivent être faites en respectant notamment les normes d'implantation prévues dans le présent règlement.

ARTICLE 6 – NORMES D'IMPLANTATION

6.1 Nombre d'éoliennes par propriété

Hormis les grandes éoliennes implantées aux seules fins d'alimentation de réseaux de transport ou de distribution de réseaux électriques publics, il est prohibé d'implanter plus d'une éolienne par propriété foncière. Cependant, dans le cas d'un terrain utilisé en vertu d'un bail à des fins

résidentielles et se trouvant sur une propriété foncière plus vaste, l'installation d'une éolienne par bâtiment résidentiel localisé sur le terrain ainsi visé par bail est autorisée.

6.2 Distances à respecter

Lors de toute implantation ou exploitation d'une éolienne, les distances séparatrices suivantes doivent être respectées :

- aucune éolienne ne peut être érigée à moins de quatre fois sa hauteur de toute limite d'une propriété foncière ;
- aucune grande ou moyenne éolienne ne peut être érigée à moins de trois fois sa hauteur de toute installation humaine ;
- aucun mât de mesure ne peut être installé à moins de deux fois sa hauteur de toute installation humaine ;
- sauf en ce qui a trait au bâtiment principal dont elle est l'accessoire, aucune petite éolienne ne peut être érigée ou exploitée à moins de trois fois sa hauteur de toute installation humaine ;
- à l'intérieur de l'aire d'approche d'une aire d'amerrissage, toute éolienne ou tout mât de mesure doit être érigé à une distance égale à au moins 30 fois sa hauteur par rapport à l'aire d'amerrissage, sous réserve des deux exceptions suivantes :
 - cette distance peut être réduite de 30 fois le nombre de mètres de différence entre le niveau du terrain où est implantée ou projetée l'éolienne et le niveau de l'aire d'amerrissage lorsque le niveau moyen du sol où est implantée ou exploitée l'éolienne est inférieur à l'altitude de l'aire d'amerrissage ;
 - cette distance doit être augmentée de 30 fois le nombre de mètres de différence entre le niveau du terrain où est implantée ou exploitée l'éolienne et le niveau de l'aire d'amerrissage lorsque le niveau moyen du sol où est implantée ou exploitée l'éolienne est supérieur à l'altitude de l'aire d'amerrissage ;

cette norme et ses exceptions sont illustrées à titre d'exemple à l'**Annexe 4** jointe au présent règlement pour en faire partie intégrante ;

- aucune éolienne ne peut être implantée à moins de 1,5 kilomètre des lacs et secteurs propices à la villégiature identifiés sur la carte jointe à titre d'**Annexe 5** au présent règlement pour en faire partie intégrante, sauf si, en raison de l'état des lieux lorsque est implantée ou exploitée l'éolienne, elle demeure invisible ou qu'elle constitue une éolienne sans impact sur les paysages en regard des lacs ou secteurs propices à la villégiature identifiés à cette **Annexe 5** ;
- aucune éolienne ne peut être implantée à moins de 500 mètres d'un milieu humide identifié comme tel sur la carte jointe au présent règlement comme **Annexe 6** pour en faire partie intégrante ;
- aucune éolienne ne peut être implantée de part et d'autre des routes 169 et 175 à moins de trois kilomètres de l'emprise de ces routes ;
- aucune éolienne ne peut être implantée dans le parc national de la Jacques-Cartier et dans la Forêt Montmorency, ni à l'intérieur d'une distance de trois kilomètres de ces territoires ;
- aucune éolienne ne peut être implantée dans la zone d'exploitation contrôlée Rivière-Blanche et dans le territoire dit « Libre » sis dans le territoire non organisé du Lac-Croche ou à moins de 1,5 kilomètre de l'un ou l'autre de ces territoires.

6.3 Chemin d'accès

Un chemin nécessaire à des éoliennes ne peut être aménagé à moins de 15 mètres de toute propriété foncière voisine.

La largeur de l'emprise d'un chemin nécessaire à des éoliennes ne peut excéder 12 mètres. Cependant, lorsque le relief ou le drainage du terrain nécessite des travaux de remblai ou de déblai, la largeur maximale d'emprise pour la construction d'un tel chemin peut être augmentée à la largeur requise pour la stabilité de la surface de roulement plus les accotements, à la condition que les fossés de drainage et les talus aient une pente n'excédant pas 27 degrés ou 50 %.

Lorsque le relief ou le drainage du terrain nécessite un tracé de chemin ayant des courbes prononcées, la largeur maximale d'emprise pour la construction d'un chemin nécessaire à des éoliennes peut être augmentée à la largeur requise pour la stabilité de la surface de roulement plus les accotements, les fossés de drainage, les talus et la surface de roulement supplémentaire déterminée.

Lorsque le relief ou le drainage du terrain nécessite un remblai, un déblai ou un tracé de chemin ayant une ou des courbes prononcées, la surface de roulement ne peut excéder 10 mètres.

Lorsque la construction de chemin nécessaire à des éoliennes implique l'aménagement de talus, la végétalisation de ces derniers est obligatoire au plus tard l'année suivant celle de la construction.

6.4 Poste de raccordement d'éoliennes

L'implantation de tout poste de raccordement d'une éolienne ou d'éoliennes est prohibée à l'intérieur d'un rayon de 100 mètres au pourtour de toute installation humaine. À l'inverse, toute nouvelle installation humaine ne peut être implantée à une distance inférieure à 100 mètres d'un poste de raccordement d'une éolienne ou d'éoliennes.

6.5 Infrastructure de transport d'électricité

Aucune infrastructure de transport d'électricité produite par une éolienne ne peut être aménagée à moins de 15 mètres de toute propriété foncière voisine, sauf lorsqu'il s'agit d'une structure de transport d'énergie électrique déjà en place.

ARTICLE 7 – NORMES DE CONSTRUCTION, D'ENTRETIEN, DE REMPLACEMENT ET DE DÉMANTÈLEMENT

7.1 Apparence physique des éoliennes

Afin de minimiser l'impact visuel dans le paysage, toute grande éolienne devra être blanche ou gris pâle et son support devra être de forme longiligne et tubulaire. Par ailleurs, toute trace de rouille, tache ou autre apparaissant sur une éolienne devra être peinte dans un délai de 90 jours suivant un avis écrit émis par l'officier responsable de l'émission des permis.

7.2 Raccordement des éoliennes au réseau électrique d'Hydro-Québec ou à tout bâtiment

Le raccordement électrique des grandes et moyennes éoliennes jusqu'aux postes de raccordement élévateurs de tension doit être souterrain.

Toutefois, tel raccordement peut être aérien aux endroits où le réseau de fils doit traverser une contrainte physique comme un lac, un cours d'eau, un secteur marécageux ou une couche de roc.

Le raccordement électrique peut également être aérien lorsqu'il s'agit d'une structure de transport d'énergie électrique déjà existante, à la condition que cette dernière ne nécessite aucune modification.

7.3 Affichage

Tout affichage est prohibé sur une éolienne, sauf l'identification du promoteur ou du principal fabricant de l'éolienne et à la condition que cette identification soit faite sur la nacelle de l'éolienne. Telle identification peut être faite par un symbole, un logo ou par des mots. Seuls les côtés de la nacelle peuvent ainsi être identifiés, étant entendu que la dimension des symboles, logos ou mots ne peut excéder 50 % de la hauteur ou de la largeur des côtés.

7.4 Clôture d'un poste de raccordement

Une clôture d'une hauteur de 2,5 mètres ayant une opacité supérieure à 80 % doit entourer tout poste de raccordement. À ces fins, l'ajout de bandes de plastique dans des clôtures de maille est interdit.

En lieu et place d'une clôture d'une opacité supérieure à 80 % décrite au premier alinéa, un assemblage constitué d'une clôture d'une hauteur de 2,5 mètres et d'une haie peut être réalisé. Cette haie doit être composée dans une proportion d'au moins 80 % de conifères à aiguilles persistantes ayant une hauteur d'au moins 3 mètres à maturité. L'espacement des arbres est de 1 mètre pour les cèdres et de 2 mètres pour les autres conifères.

7.5 Remblais et déblais

Aucun remblai excédant d'un mètre le niveau existant du terrain avant la réalisation de tous travaux relatifs au projet n'est permis notamment aux endroits où sont enfouies les bases de béton qui soutiennent les éoliennes.

7.6 Entretien, réparation ou remplacement pendant la phase d'opération

L'entretien, la réparation ou le remplacement d'une éolienne ou d'une pièce d'éolienne se fait en utilisant les accès ou le chemin utilisé lors de la phase de construction. Il en est de même pour l'infrastructure de transport de l'électricité produite.

7.7 Démantèlement d'une éolienne

Toute éolienne non fonctionnelle doit être démantelée dans un délai de 6 mois.

Le démantèlement d'une éolienne vise toutes ses composantes (tours, nacelles, moyeux et pales), les lignes aériennes et souterraines du réseau collecteur d'électricité (fils et poteaux), le poste de transformation et toutes autres installations requises pour la construction et l'exploitation de l'éolienne incluant les routes d'accès.

Tous les équipements sont démantelés, évacués hors des sites et mis au rebut selon les normes et règlements alors en vigueur ou récupérés. Ceci vise les tours, les nacelles et les pales, le poste électrique, les lignes électriques enfouies, les lignes aériennes et toutes les installations temporaires ou permanentes pour la construction ou l'exploitation de l'éolienne.

Sur les sites d'implantation des éoliennes, les socles de béton sont arasés sur une profondeur d'un (1) mètre avant leur recouvrement par des sols propices à la croissance des végétaux. Les lignes du réseau collecteur ainsi que le poste électrique sont démantelés et les sols remis en état. Les sols sont régalez au besoin afin de redonner une surface la plus naturelle possible, puis le terrain estensemencé, remis en culture ou reboisé selon le cas.

Les sols sous l'éolienne, sous les transformateurs, dans le poste électrique et dans les aires de construction font l'objet d'une caractérisation chimique. Les sols souillés sont enlevés selon la réglementation en vigueur. Les sols sont ainsi laissés sans souillures ou contamination qui auraient pu survenir au cours de l'exploitation ou de la désaffectation.

Les chemins d'accès, les aires de montage, d'entreposage et de manœuvre, ainsi que tout bâtiment ou réseau électrique, sont enlevés sauf pour ceux qui font l'objet d'une entente écrite particulière avec le propriétaire. Les chemins d'accès forestiers demeurent normalement en place pour la plupart ou sont reboisés selon les exigences du propriétaire.

ARTICLE 8 – PERMIS

8.1 Obligation d'obtenir un permis

Quiconque désire ériger une construction ou réaliser un ouvrage visé par les dispositions du présent règlement doit obtenir, au préalable, un permis du fonctionnaire désigné.

Plus spécifiquement, l'obligation d'obtenir un permis s'applique à :

- l'implantation et l'érection d'une éolienne, le remplacement d'une pale ou de la turbine, le remplacement de l'éolienne ou son démantèlement ;

- l'aménagement d'un poste de raccordement ou d'une sous-station au réseau d'Hydro-Québec, à l'exclusion de l'infrastructure de transformation et de raccordement de l'électricité proprement dite.

8.2 Présentation de la demande de permis

Une demande de permis doit être transmise au fonctionnaire désigné sur le formulaire fourni à cet effet, signé par le propriétaire, son mandataire autorisé ou toute personne ayant les mêmes droits. Cette demande doit être accompagnée des renseignements et des documents exigés par le présent règlement.

8.3 Renseignements et documents requis au soutien d'une demande de permis

Les renseignements et documents requis, pour qu'une demande de permis soit considérée comme complète et fasse l'objet d'une étude sont les suivants, et ce, en plus de ceux qui sont requis en vertu de toute réglementation municipale applicable :

- 1° le nom, l'adresse et le numéro de téléphone du requérant et de son représentant autorisé, le cas échéant ;
- 2° une copie conforme de toute entente entre le requérant et le ou les propriétaires fonciers intéressés directement par la demande, y compris l'entente sur l'utilisation de l'espace et tout contrat d'octroi de droit de propriété superficielle ;
- 3° le plan de cadastre ou d'opération cadastrale du site faisant l'objet de la demande, s'il y a lieu ;
- 4° une copie conforme de l'autorisation accordée par la Commission de protection du territoire agricole, lorsque requis par la *Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles* ;
- 5° une copie conforme du ou des certificats d'autorisation du ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, lorsque requis ;
- 6° un plan à l'échelle, préparé par un arpenteur-géomètre ou un ingénieur, indiquant :
 - les points cardinaux ;
 - les limites du ou des lots visés par la demande ;
 - la localisation et les distances, dans un rayon de 2,0 kilomètres, de toute construction, infrastructure, équipement ou autre entité visé par une norme prévue dans le présent règlement ;
- 7° un document informatif démontrant, dans le cas d'une nouvelle éolienne, d'un nouveau projet de plus d'une éolienne et des infrastructures complémentaires qui y sont greffées :
 - l'emplacement exact de toute éolienne, sa hauteur, la justification du site projeté ainsi que la justification du tracé pour un chemin ou pour l'infrastructure de transport d'électricité ;
 - toute alternative analysée par le requérant afin de minimiser les impacts du projet ;
 - l'échéancier de réalisation des travaux ;
 - le coût des travaux.

8.4 Traitement de la demande de permis

Lorsque la demande et son contenu sont conformes aux dispositions du présent règlement, le permis est délivré dans les 60 jours de la date de réception de la demande. Si le requérant a formulé plusieurs demandes de façon simultanée, le délai d'émission est porté à 90 jours.

Si la demande ou les plans qui l'accompagnent sont incomplets ou imprécis, l'étude de la demande est suspendue jusqu'à ce que les renseignements nécessaires, dûment complétés, soient fournis par le requérant, et alors la demande est réputée avoir été reçue à la date de réception de ces renseignements additionnels.

Lorsque l'objet de la demande n'est pas conforme aux dispositions du présent règlement, le fonctionnaire désigné en avise, par écrit, le requérant dans le délai applicable à l'émission du permis.

8.5 Validité du permis

Un permis émis aux fins de l'implantation d'une éolienne construite à des fins principales d'alimentation d'un réseau de transport ou de distribution d'un réseau électrique public est valide pour une période de sept cent trente (730) jours, renouvelable une fois, pour une nouvelle période de 730 jours.

Un permis émis aux fins de l'implantation d'une éolienne accessoire est valide pour une période de trois cent soixante-cinq (365) jours, renouvelable une fois, pour une nouvelle période de 365 jours.

8.6 Frais reliés à la demande de permis ou de certificats

Le requérant d'un permis doit défrayer les coûts associés à sa demande en conformité avec la tarification en vigueur dans la municipalité où la demande est déposée.

Compte tenu de la complexité de l'étude d'une demande de permis d'implantation d'une éolienne et des infrastructures complémentaires, les déboursés suivants s'appliquent, lesquels s'ajoutent au montant prévu à la tarification en vigueur dans la municipalité régionale et locale :

Type de demande de permis ou de certificat	Frais
Une première éolienne	1 000,00 \$
Chaque éolienne subséquente à la première éolienne, dans le cas d'une demande multiple	500,00 \$
Poste de raccordement ou sous-station de l'électricité produite au réseau d'Hydro-Québec	250,00 \$
Une éolienne accessoire à un bâtiment principal	100,00 \$

ARTICLE 9 – ADMINISTRATION

9.1 Fonctionnaire désigné

L'administration du présent règlement est confiée au fonctionnaire de la municipalité concernée désigné à cette fin par celle-ci et dont la nomination est acceptée par la Communauté.

9.2 Rôles et pouvoirs du fonctionnaire désigné

- i) Le fonctionnaire désigné aux fins de l'application du règlement :
 - veille à l'administration du présent règlement ;
 - émet les constats d'infraction aux contrevenants ;
 - réfère, pour toute question d'interprétation ou d'application du présent règlement, à la Communauté ;
 - transmet à la Communauté et à la municipalité concernée copie de tout constat d'infraction émis ;
 - tient un registre des demandes complétées et des certificats émis ;
- ii) Le fonctionnaire désigné peut visiter et examiner, entre 7 h et 19 h, toute propriété mobilière et immobilière, ainsi que l'intérieur et l'extérieur de toute maison, bâtiment, édifice ou construction quelconque pour constater si le présent règlement y est exécuté.

Les propriétaires, locataires, exploitants ou occupants de tels lieux sont obligés de recevoir le fonctionnaire désigné et de répondre à toutes les questions qui leur sont posées relativement à l'exécution du présent règlement.

ARTICLE 10 – INFRACTIONS ET AMENDES

- 10.1** Toute contravention au présent règlement constitue une infraction et est prohibée.
- 10.2** Quiconque contrevient à l'une des dispositions du présent règlement commet une infraction et est passible, pour une première infraction, d'une amende minimale de 500,00 \$ si le contrevenant est une personne physique ou de 1 000,00 \$ si le contrevenant est une personne morale, et d'une amende maximale de 1 000,00 \$ si le contrevenant est une personne physique ou de 2 000,00 \$ si le contrevenant est une personne morale. En cas de récidive, ces montants sont doublés.
- 10.3** Si une infraction dure plus d'un jour, l'infraction commise à chacune des journées constitue une infraction distincte et les pénalités édictées pour chacune des infractions peuvent être imposées pour chaque jour que dure l'infraction.
- 10.4** Dans tous les cas, les frais de la poursuite sont en sus.
- 10.5** Une personne qui accomplit ou omet d'accomplir quelque chose en vue d'aider une personne à commettre une infraction au présent règlement ou qui conseille, encourage ou incite une personne à commettre une infraction, commet elle aussi l'infraction et est passible de la même peine et est exposée aux mêmes recours.
- 10.6** Un administrateur ou un dirigeant d'une personne morale qui amène cette personne morale par un ordre, une autorisation, un conseil ou un encouragement à refuser ou à négliger de se conformer aux prescriptions du présent règlement commet une infraction et est passible des mêmes peines que celles prévues à l'article 10.2 et est exposé aux mêmes recours.
- 10.7** Commet également une infraction qui la rend passible des peines prévues à l'article 10.2 et qui l'expose aux mêmes recours, toute personne qui, afin d'obtenir un certificat d'autorisation, certificat ou un permis en vertu du présent règlement, fait une déclaration au fonctionnaire désigné sachant qu'elle est fausse ou trompeuse.
- 10.8** Commet également une infraction qui le rend passible des peines prévues à l'article 10.2 et l'expose aux mêmes recours, le propriétaire ou l'occupant d'un sol sur lequel est commise une infraction au présent règlement.

ARTICLE 11 – ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

QUÉBEC, le 16 novembre 2006

(S) ANDRÉE P. BOUCHER
PRÉSIDENTE

(S) PIERRE ROUSSEAU
SECRÉTAIRE